



SIMA Coise
1 passage du Cloître
42330 SAINT GALMIER
Tel : 04.77.52.54.57 Fax : 04.28.04.03.46

Novembre 2014

Diagnostics Agricoles et Restitutions collectives

Dossier suivi par :
Justine LAGREVOL

SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA COISE ET SES AFFLUENTS

Ref : 03_2014 / A4-96_Diag-Agri

Marché public en procédure adaptée (MAPA)

**Réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles
Réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles « Version Allégée »
Restitutions collectives**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

L'unité monétaire choisie par le maître d'ouvrage est l'Euro

Date d'engagement de la procédure : le 7 novembre 2014 à

Date limite de remise des offres : le 3 décembre 2014 à 12h

CHAPITRE 1 : CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : Présentation du SIMA COISE

Le syndicat interdépartemental mixte d'aménagement de la Coise et ses affluents (SIMA Coise) est une structure intercommunale dont les compétences sont :

1. la compétence « rivières » sur les cours d'eau et milieux connexes du bassin versant de la Coise qui regroupe :

- ✓ la réalisation d'études de gestion à caractère global des milieux aquatiques ;
- ✓ la coordination, la gestion, l'animation, le suivi et le bilan des démarches contractuelles de gestion globale et concertée de l'eau et des milieux aquatiques, tels que contrat de rivière et le contrat restauration entretien en cours, et/ou toute autre procédure ayant pour objectif la gestion, la restauration et la mise en valeur des milieux aquatiques ;
- ✓ la mise en œuvre d'actions de communication et pédagogiques autour des procédures contractuelles ;
- ✓ la réalisation des travaux de restauration du lit, des berges et des ouvrages hydrauliques (seuils) des cours d'eau et leur mise en valeur dans le cadre des plans de gestion définis et dans le respect de l'article L211-1 du code de l'Environnement ;
- ✓ l'entretien des cours d'eau du bassin versant ;
- ✓ la mise en place d'autres actions correspondant aux objectifs des procédures contractuelles

2 – la compétence « assainissement non collectif » qui regroupe :

- ✓ la création d'un service publique d'assainissement non collectif ;
- ✓ la réalisation du contrôle des projets et des travaux de création de système d'assainissement non collectif ;
- ✓ la réalisation du contrôle des systèmes d'assainissement non collectif existants.
- ✓ Les compétences réhabilitation et entretien des installations

Le bassin versant de la Coise :

- ✓ une superficie de 340 km²
- ✓ un réseau hydrographique d'environ 200 km
- ✓ 33 communes essentiellement rurales
- ✓ une population d'environ 50 000 habitants

Suite au premier contrat Rivière (1996-2003) et à partir de l'étude bilan et d'études spécifiques, une seconde démarche a été élaborée. Ce 2^{ème} contrat de rivière (2009-2014) a comme principal objectif de répondre aux objectifs fixés par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). Ce contrat de rivière est entré en phase d'avenant de prolongation d'un an, (2014/2015), afin de permettre de terminer les actions inscrites au contrat et de réaliser l'étude bilan évaluation.

Dans cette deuxième procédure, des actions spécifiques dans le domaine de l'agriculture sont mises en œuvre.

ARTICLE 2 : Contexte

Le Syndicat Interdépartemental Mixte d'Aménagement de la Coise et ses affluents est porteur d'un **PAEC à l'échelle du bassin versant dont l'enjeu est la qualité des eaux superficielles**. Un diagnostic d'exploitation agricole est nécessaire en préalable des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) ainsi que d'un programme d'actions à l'échelle de l'exploitation.

Enjeux et objectifs :

L'ENJEU QUALITE D'EAU :

La directive européenne « Directive Cadre sur l'Eau » (DCE), fixe comme objectif l'atteinte de la bonne qualité des eaux pour la majorité des masses d'eau en 2015. Ce qui implique des efforts à accomplir pour réduire les pollutions diffuses, notamment par rapport à l'azote, au phosphore et aux produits phytosanitaires.

Les mesures inscrites au PAEC Coise : mesures phyto ou mesures système polyculture élevage (SPE) entre autres doivent permettre l'atteinte de ces objectifs.

La lutte contre les **pollutions diffuses d'origines agricoles** est inscrite dans le **2^{ème} Contrat Rivière** porté par le SIMA Coise. En cohérence avec le SDAGE Loire-Bretagne et le SAGE Loire en Rhône-Alpes les programmes d'actions mis en œuvre dans les **zones d'interventions prioritaires doivent converger vers le maintien, la restauration ou l'atteinte du bon état écologique des eaux.**

Le diagnostic de territoire sur les 3 zones d'intervention révèle une certaine pression liée aux pratiques de fertilisation et d'utilisation des produits phytopharmaceutiques, et d'autre part une intensification de production liée à la libération des quotas laitiers. La pression de l'activité agricole sur les milieux naturels du territoire est notable, et l'enjeu du soutien de pratiques agricoles et de systèmes de production respectueux de l'eau est important.

Territoire :

Le territoire ciblé pour le PAEC Coise concerne l'ensemble des communes du bassin versant, décomposé en 3 Zones d'Intervention aux enjeux agro-environnementaux différents déclinant un programme de Mesures Agro-environnementales et Climatiques (MAEC) distinct :

Les enjeux :

ZIP	Les communes concernées		Principaux enjeux
Monts du Lyonnais	Aveize	Larajasse	Intensification de la production laitière : intensification de la production fourragère, augmentation de la production d'effluents, risque d'abandon des systèmes herbagers vertueux
	Aveizieux	Marcenod	
	Chatelus	Maringes	
	Chazelles sur Lyon	Pomeys	
	Chevrières	Saint Denis sur Coise	
	Coise	Saint Médard en Forez	
	Duerne	Saint-André-la-Côte	
	Fontanès	Saint-Christo-en-Jarez	
	Grammond	Sainte-Catherine	
	Grézieu-le-Marché	Saint-Héand	
	La Chapelle-sur-Coise	Saint-Martin-en-Haut	
	La Gimond	Saint-Symphorien-sur-Coise	
		Viricelles	
Plaine du Forez	Cuzieu	Saint André le Puy	Céréalisation des systèmes
	Montrond les Bains	Veauche	
Piémont	Bellegarde en Forez	Saint Bonnet les Oules	Double enjeux
	Chamboeuf	Saint Galmier	

Les MAEC proposées sur le territoire :

	Zone des Monts du Lyonnais (MdL)	Zone de Piémont	Zone de Plaine
Mesures Systèmes	MAEC n°1 : SPE Elevage	MAEC n° 1 et 2 : SPE Elevage et Céréale	MAEC n°2 : SPE Céréale
Mesures « Phyto »	<ul style="list-style-type: none"> • MAEC n°3 (<u>IFT MdL</u>) - Reconductions - Nouveaux contrats • MAEC n°4 (IFT MdL) 	<ul style="list-style-type: none"> • MAEC n°3 (<u>IFT MdL et Plaine</u>) - Reconductions - Nouveaux contrats • MAEC n°4 (IFT MdL et Plaine) 	<ul style="list-style-type: none"> • MAEC n°3 (<u>IFT Plaine</u>) - Reconductions - Nouveaux contrats • MAEC n°4 (IFT Plaine)
	MAEC n°5 : Mesure Phyto_02		
	MAEC n°6 : Mesure Phyto_08		
Mesures linéaires	MAEC n°7 : Mesure Linea_01		
	MAEC n°8 : Mesure Linea_03		
	MAEC n°9 : Mesure Linea_05		

ARTICLE 3 : Objet du marché

Le présent CCTP s'applique au marché à bons de commande intitulé :

- Réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles
- Réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles « Version Allégée »
- Restitutions collectives

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande suivant la définition de l'article 71 du Code des Marchés Publics.

A titre indicatif et **sans engagement de la part du maître d'ouvrage**, l'estimation en volume, valeur ou quantité des prestations envisagées est liée à une mise en œuvre sur une période d'une année.

Il concerne les prestations suivantes :

	Désignation	Quantité
Prestation 1	Réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles	40
Prestation 2	Réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles « Version Allégée »	60
Prestation 3	Restitutions collectives	4
Prestation 4 (Tranche conditionnelle)	Réalisation d'un bilan territorial	1

ARTICLE 4 : Durée et délai d'exécution

Le présent marché est passé pour une durée de 1 an reconductible 2 fois à compter de la date de notification du marché. Les délais d'exécution s'appliqueront à l'émission de chaque bon de commande et seront conformes aux délais de livraison indiqués par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 5 : Documents et données fournis par le Syndicat Interdépartemental Mixte d'Aménagement de la Coise et ses affluents

Le syndicat mixte fournira l'ensemble des données nécessaires à l'exécution du marché.

Un dossier de consultation est remis à chaque candidat :

Il est constitué par :

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), le Bordereau des Prix Unitaire (BPU), le Règlement de Consultation (RC), l'Acte d'Engagement (AE).
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) s'applique au présent marché.
- Les formulaires DC1 et DC2

Complété en annexe par :

- Le rapport PAEC Coise

ARTICLE 6 : Documents remis par le candidat lors de sa remise d'offre

En application du Règlement de Consultation : Le candidat fournira un mémoire technique justificatif, précisant la nature de son offre et comportant :

1. Un mémoire technique justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché, comprenant notamment une présentation technique des prestations proposées, une présentation des collaborateurs ou sous-traitant associés, les délais de livraison de la prestation, la méthode de travail avec la collectivité pour la réalisation et le suivi de la commande, l'assistance technique proposée à la collectivité dans le cadre de ce marché,
2. Le BPU complété et signé,
3. L'Acte d'Engagement complété et signé,
4. Le CCTP signé,
5. Le DC1 et le DC2

CHAPITRE 2 : DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES

DIAGNOSTICS D'EXPLOITATIONS AGRICOLES

ARTICLE 1 : Méthode, contenu et déroulement du diagnostic

Méthode de diagnostic :

Le maître d'ouvrage a souhaité que la méthode de diagnostic retenue permette :

- ✓ **de fournir à l'exploitant agricole une analyse globale de son système d'exploitation,**
- ✓ **d'évaluer la durabilité du système d'exploitation,**
- ✓ **de proposer des mesures agro-environnementales adaptées et viables,**
- ✓ **de fournir des recommandations et des conseils à l'exploitant**

En conséquence la méthode retenue s'appuie sur les **I**ndicateurs de **D**urabilité de l'**E**xploitation **A**gricole (IDEA) et répond à un cahier des charges précis dont les éléments importants sont présentés ci-après.

Le diagnostic devra permettre de cerner les actions ou investissements à réaliser sur les exploitations candidates à la contractualisation de MAEC, en vue de la préservation de l'enjeu eau, et présentera plusieurs avantages pour l'exploitant (réflexion sur l'évolution de son système pour respecter ses engagements futurs, vérification du respect de la réglementation et approche globale de l'impact de l'exploitation sur le milieu pour aller au-delà du réglementaire, conseil à l'exploitant sur la gestion des intrants permettant aussi des économies...). La méthode IDEA sera privilégiée et complétée par des outils d'analyse à la parcelle. Le SIMA Coise, opérateur du PAEC Coise, veillera, dans la mesure du possible, à ce que les MAEC effectivement contractualisées par les exploitants soient conformes aux conclusions du diagnostic, et que la cohérence des préconisations soient respectées.

Contenu du diagnostic :

1. évaluer à la parcelle et/ou à l'îlot de parcelles les risques de pollutions diffuses liés au croisement :

- milieu : sol, nature, fonctionnement hydraulique ; situation paysagère, climat...
- pratiques agricoles (itinéraires techniques, enherbement...).

Le diagnostiqueur proposera une méthode de classement des parcelles à risques suivant trois niveaux de risques : fort, moyen, faible

2. évaluer au siège d'exploitation et/ou aux bâtiments d'exploitation les risques de pollutions ponctuelles (en phytosanitaires, fertilisants, hydrocarbures)

3. conseiller et sensibiliser l'agriculteur sur la gestion des intrants et à l'intérêt de certaines pratiques (manipulation des produits phytosanitaires, entretien des bordures de champ, fertilisation, etc....)

4. déterminer un plan d'actions à mettre en œuvre pour limiter ces risques (au sein du siège d'exploitation, des bâtiments d'exploitation et des parcelles) et identifier pour chacune des actions si elle est d'ordre réglementaire, si elle peut être volontaire ou bénéficier d'un dispositif contractuel ou d'autres mesures du PAEC. Le diagnostic devra déterminer les différents zonages relatifs au PAEC et particulièrement les zones cibles et la caractérisation des milieux par îlots.

5. aider l'agriculteur à mesurer la durabilité de son système d'exploitation et la faisabilité technico-économique de la mise en place d'un programme d'engagements.

Ces préconisations permettront de situer l'exploitation par rapport à toutes les réglementations environnementales auxquelles elle peut être soumise et de localiser les mesures et actions à l'échelle de l'exploitation. Des conseils seront donnés à l'exploitant pour mettre en cohérence ses engagements et ses pratiques. Le diagnostiqueur informera également l'exploitant des actions complémentaires mises en œuvre dans le cadre du PAEC.

Détails des attentes par objectif :

1. évaluer à la parcelle et/ou à l'îlot de parcelles les risques de pollutions diffuses

- **Compréhension du système exploitation-milieu**

Une cartographie des parcelles exploitées et de leur utilisation (assolement en cours, rotation, localisation des jachères) sera réalisée.

Le fonctionnement de l'exploitation sera décrit (système de production, parcellaire, assolement, chargement, mises aux normes, situation économique...). Ceci permettra de prendre en compte des évolutions éventuelles d'assolement.

- **Diagnostic des zones à risques vis-à-vis des transferts et des zones tampons**

A l'échelle des parcelles de l'exploitation par analyse de documents, par enquête auprès de l'agriculteur et par **visite sur le terrain** :

- Identification rapide des voies de transfert et de circulation de l'eau (pente, sens d'écoulement, drainage et exutoires de drains, fossés circulants, points d'eau, zones humides, présence de thalweg intra-parcellaire, etc.),
- Identification des zones tampons et de leur efficacité (prairies, haies, dispositifs enherbés, etc.),
- Caractéristiques pédologiques (aptitude à la battance, drains, profondeur, perméabilité)

Il est également nécessaire de rassembler les informations sur les critères, permanents ou non, jouant sur la rapidité et l'intensité de la circulation de l'eau comme la pente, la présence de voies de concentration du ruissellement, zones tampons, la longueur de la parcelle. Ainsi seront notés :

- réseau hydraulique : fossé susceptible de collecter l'eau de la parcelle, drain aboutissant au cours d'eau, point exutoire, ru temporaire,
- limites aval de la parcelle : présence et qualité fonctionnelle de linéaires tampons (état des haies, talus, dispositifs enherbés...), efficacité des zones tampons (existence de courts-circuits hydrauliques, entretien des prairies, etc.), éléments renforçant les écoulements (chemin, route, talus dans le sens de la pente, entrée de parcelle....),
- longueur de la parcelle
- etc.

En prenant en compte les observations sur la parcelle et sur ses connexions avec la ressource en eau, le diagnostic doit préciser le rôle effectif (risque de transfert ou zone tampon) joué par la parcelle.

- **Diagnostic des parcelles / pratiques à risque**

Le diagnostic analysera les plans de fertilisation (apports/besoins/pertes), et les pratiques de protection des cultures (raisonnement, choix des produits, dosage, date d'intervention...) et identifiera les risques liés au complexe sol /système (assolements et rotations, cultures avec sols nus...). Le diagnostic pourra s'appuyer sur des analyses de sol si l'exploitant en dispose.

L'intensivité de l'utilisation des herbicides sera traduit par le calcul de l'IFT de l'exploitation et par culture.

L'étude pourra s'appuyer sur des indicateurs reconnus d'évaluation des risques de perte d'azote et de phosphore par lixiviation et ruissellement.

L'étude portera également sur le risque d'érosion, phénomène à l'origine d'apports importants de phosphore dans les cours d'eau.

En lien avec les 2 points précédents, le prestataire proposera une méthode d'évaluation des risques de transferts des polluants en associant les pratiques culturales et les éléments physiques de la parcelle.

- **Préconisations d'actions de réduction des pollutions diffuses**

Elles seront déterminées au vue du système d'exploitation, de son évolution éventuelle et du diagnostic sur les risques de transfert, d'érosion et de fuites de nitrates/phosphates/pesticides. La prise en compte de l'utilisation et du rôle des parcelles voisines, exploitées par d'autres agriculteurs, peut s'avérer nécessaire à la proposition d'actions. Ces actions seront de plusieurs types : dispositions à prendre pour limiter les transferts et les fuites des différents polluants, maintien de l'existant et préconisations d'entretien.

Focus sur la fertilisation et le bilan fourrager : il est demandé d'apporter une attention particulière aux questions concernant la gestion de la fertilisation et le bilan fourrager :

- Répartition des matières organiques, adéquation apport / besoin, risque de fuite en lien avec les éléments physiques parcellaires et d'assolement, stratégie de gestion des effluents par rapport à la réglementation, etc...
- Mode de raisonnement ...
- Caractérisation du pâturage (Mode de gestion, intensivité du pâturage etc...)
- Bilan fourrager simplifié permettant à l'exploitant de se situer par rapport à sa stratégie fourragère.

Ces préconisations seront synthétisées dans un tableau récapitulatif reprenant les aspects réglementaires, contractuels et volontaires à mettre en œuvre et constituant le plan d'actions de l'exploitation et seront soumises à l'avis de l'exploitant au regard de leur faisabilité technico-économique.

2. évaluer au siège d'exploitation et/ou aux bâtiments d'exploitation les risques de pollutions ponctuelles

• Diagnostic du siège et des bâtiments d'exploitation

Le diagnostic à réaliser au sein du siège d'exploitation et des bâtiments d'exploitation portera sur :

- Diagnostic des risques liés au stockage des produits phytosanitaires et à leur manipulation lors des phases de remplissage, rinçage de matériel et gestion des fonds de cuve...
- Vérification de l'état et de la sécurisation du stockage d'engrais liquides et de fioul ou autre hydrocarbure, le cas échéant,
- Système de récupération des effluents élevages : évaluation de risques de pollution ponctuelle par les installations (existence de transferts directs...). Il ne s'agit pas de faire un DEXEL, mais d'identifier les dysfonctionnements, insuffisances et non-respect de la réglementation. Sera noté tout rejet direct ou ouvrage manifestement défectueux (pollution ponctuelle). D'autre part, une comparaison entre la production d'effluents maîtrisables et le volume des ouvrages sera effectuée afin d'évaluer la capacité de stockage (risque de pollution diffuse).

Remarque : le diagnostic tiendra compte de l'existant, et s'appuiera le cas échéant sur les études préalablement réalisées, en les réactualisant et/ou en les complétant si besoin.

• Préconisations d'aménagements du siège et des bâtiments d'exploitation

Préconisations en terme d'aménagements (type, localisation) pour les installations concernant les phytosanitaires, engrais, fuel et effluents de ferme :

- Augmentation de la capacité de stockage, amélioration du système de collecte des effluents, imperméabilisation et récupération des jus de fumière, proposition de système de récupération des eaux de pluies et de traitement des effluents peu chargés...
- Sécurisation du remplissage, stockage, manipulation des produits, du matériel de traitement liés au phytosanitaire...

Le système d'exploitation sera pris en compte pour les préconisations. Des aménagements collectifs pourront être proposés. De petits aménagements peu coûteux mais efficaces pour réduire l'impact des installations devront être proposés quand cela est possible.

Dans l'hypothèse où des stocks d'effluents de ferme existeraient en dehors du siège ou des bâtiments d'exploitation, le prestataire devra informer l'agriculteur des risques existants et lui conseiller de modifier ses pratiques.

3. conseiller et sensibiliser l'agriculteur sur la gestion des intrants

Des points 1 et 2, découleront du conseil et de la sensibilisation de l'agriculteur sur la gestion des intrants et à l'intérêt de certaines pratiques (manipulation des produits phytosanitaires, entretien des bordures, fertilisation, etc....) au-delà de l'engagement MAE C. La sensibilisation concernera également le risque lié à l'utilisation des produits phytosanitaires pour l'opérateur et les moyens de protection à mettre en œuvre.

4. déterminer un plan d'actions à mettre en œuvre pour limiter ces risques (au sein du siège d'exploitation, des bâtiments d'exploitation et des parcelles) et identifier pour chacune des actions si elle est d'ordre réglementaire, si elle peut être volontaire ou bénéficier d'un dispositif contractuel ou d'autres mesures du PAEC. Le diagnostic devra déterminer les MAE C pertinentes pour l'exploitation.

5. aider l'agriculteur à mesurer la durabilité de son système d'exploitation et la faisabilité technico-économique de la mise en place d'un **programme d'engagements**.

Cette durabilité s'appuiera sur la méthode IDEA, et retiendra les indicateurs de durabilité suivant :

Volet agro écologique

Echelle	Composante	Indicateurs		Objectifs (d'après "la méthode IDEA" Version 3, educagri éditions)
Echelle de durabilité agroécologique	Qualité des produits et des territoires	Diversité des cultures annuelles et temporaires	A1	La diversité des cultures annuelles permet de tamponner les aléas, qu'ils soient de nature climatique, parasitaire ou économique. Elle permet aussi d'optimiser les rotations et la gestion agronomique de la fertilisation.
		Diversité des cultures pérennes	A2	Par leur pérennité, l'arbre et la prairie permanente constituent le cœur de la stabilité écologique qui est nécessaire au fonctionnement de l'agrosystème.
		Diversité animale	A3	Sans production animale, les systèmes agricoles fonctionnent mal ou difficilement. Les productions animales contribuent à la valorisation et à l'entretien de la fertilité du milieu.
		Valorisation et conservation du patrimoine génétique	A4	L'érosion génétique compromet la base de la ressource agricole et alimentaire mondiale
		DIVERSITE DOMESTIQUE		
	Organisation de l'espace	Assolement	A5	Monoculture et assolements simplifiés induisent des risques économiques, écologiques et parasitaires.
		Dimension des parcelles	A6	Les parcelles trop petites ou trop grandes posent des problèmes agronomiques et environnementaux
		Gestion des matières organiques	A7	La matière organique des sols est la base de leur fertilité.
		Zones de régulation écologique	A8	La nature comme facteur de production
		Contribution aux enjeux environnementaux du territoire	A9	Le patrimoine naturel de l'exploitation est un atout à préserver
		Valorisation de l'espace	A10	Chaque milieu possède un niveau de chargement animal optimum qui équilibre besoins et ressources fourragères.
		Gestion des surfaces fourragères	A11	L'herbe est une ressource locale précieuse qui se cultive et s'entretient.
		ORGANISATION DE L'ESPACE		
	Pratiques agricoles	Fertilisation	A12	Produire sans polluer et sans gaspillage est une condition fondamentale de la durabilité.
		Effluents organiques liquides	A13	Produire sans polluer est une condition fondamentale de la durabilité.
		Pesticides	A14	Une agriculture écologiquement saine doit limiter au strict minimum l'usage des pesticides qui constituent une menace pour la santé humaine et pour les écosystèmes.

	Traitements vétérinaires	A15	La dépendance aux intrants vétérinaires signale des pratiques d'élevage inadéquates
	Protection de la ressource des sols	A16	Le sol est une ressource naturelle pratiquement non renouvelable
	Gestion de la ressource en eau	A17	L'irrigation induit une intensification agrochimique et énergétique importante. Elle s'effectue au prix d'un prélèvement important sur la ressource en eau. Elle entame le potentiel de fertilité des sols à long terme.
	Dépendance énergétique	A18	Le soleil, source d'énergie inépuisable de la production agricole
	<i>PRATIQUES AGRICOLES</i>		

Volet socio-territorial

Echelle	Composante	Indicateurs		Objectifs (d'après "la méthode IDEA" Version 3, educagri éditions)
Echelle de durabilité socio territoriale	Qualité des produits et des territoires	Démarche de qualité	B1	Une agriculture de qualité dans des milieux de qualité
		Valorisation du patrimoine bâti et du paysage	B2	L'identité d'un territoire provient, pour une partie, de la qualité de son patrimoine bâti
		Gestion des déchets non organiques	B3	Vers une agriculture propre, écocitoyenne et responsable.
		Accessibilité de l'espace	B4	Une agriculture ouverte sur la société, qui partage l'espace rural.
		Implication sociale	B5	La qualité d'un territoire dépend aussi de la qualité et de la densité des relations humaines
		QUALITE DES PRODUITS ET DU TERRITOIRE		
	Emploi et services	Valorisation par filières courtes	B6	La vente directe et la valorisation par filières courtes rapprochent les producteurs des consommateurs
		Autonomie et valorisation des ressources locales	B7	L'autonomie est un des socles de l'agriculture durable.
		Services, pluriactivité	B8	L'activité agricole n'a pas seulement une fonction productive. Elle peut rendre également de nombreux services au territoire et à la société.
		Contribution à l'emploi	B9	Une agriculture socialement équitable préfère l'installation des jeunes à l'agrandissement.
		Travail collectif	B10	L'efficience, le développement local et l'épanouissement personnel sont facilités par le travail de groupe
		Pérennité probable	B11	Pour un espace rural entretenu par des agriculteurs nombreux.
		EMPLOI ET SERVICES		
	Ethique et développement humain	Contribution à l'équilibre alimentaire mondial	B12	Il n'est pas éthiquement soutenable de fonder sa rentabilité sur le détournement de la capacité vivrière de régions défavorisées du monde
		Bien-être animal	B13	Le bien-être animal est une condition élémentaire de l'élevage durable
		Formation	B14	La formation est un gage d'évolution et d'épanouissement personnel
		Intensité de travail	B15	Même économiquement viable et écologiquement sain, un système agricole qui détériorerait la qualité de vie du producteur ne serait pas soutenable.
		Qualité de vie	B16	La qualité de vie est un objectif et une résultante du développement agricole et rural durable.
		Isolement	B17	La dimension sociale de l'agriculteur se manifeste aussi par la densité et la qualité des relations humaines.
		Accueil, hygiène et sécurité	B18	Les conditions d'accueil, d'hygiène et de sécurité sont des éléments essentiels de la qualité
		langue locale	B19	Les langues régionales font partie de la biodiversité culturelle du pays, identifient un territoire, et au-delà, les produits locaux.
		ETHIQUE ET DEVELOPPEMENT HUMAIN		

Volet économique

Echelle	Composante	Indicateurs		Objectifs (d'après "la méthode IDEA" Version 3, educagri éditions)
Echelle de durabilité économique	Viabilité	Viabilité économique	C1	Il n'y a pas de durabilité sans viabilité économique.
		Taux de spécialisation économique	C2	Un système de production diversifié est moins vulnérable aux retournements de conjoncture économique
		VIABILITE		
	Indépendance	Autonomie financière	C3	L'autonomie financière est une condition essentielle de l'autonomie décisionnelle et technique. C'est aussi un aspect important de la qualité de vie.
		Sensibilité aux aides	C4	Aucune subvention n'est éternelle.
		INDEPENDANCE		
	Transmissibilité	Transmissibilité	C5	Un système non transmissible n'est pas durable.
		TRANSMISSIBILITE		
	Efficience	Efficience du processus productif	C6	L'efficience des systèmes de production garantit à long terme leur durabilité.
		EFFICIENCE		

Le diagnostic s'appuiera donc sur les outils de la méthode IDEA, et devra être complété par une approche cartographique (SIG), un bilan apparent, un bilan des pratiques, un calcul de la balance globale azotée et un bilan d'utilisation des produits phytosanitaires donnant lieu à un calcul de l'IFT par culture et pour l'exploitation.

Analyse des données et perspectives d'engagements en MAE C

Les éléments et les synthèses réalisées d'après l'ensemble de l'étude doivent permettre de dégager les changements de pratiques culturales et/ou les évolutions de système qui permettront à l'exploitation de s'engager ou non en MAE C, et notamment en MAEC système polyculture élevage.

Des préconisations devront être faites pour respecter les engagements MAE C et plus largement les objectifs agro-environnementaux inscrits dans le PAEC, tout en maintenant la viabilité agroécologique, économique et sociale au terme des cinq ans aidés. L'exploitant pourra ainsi poursuivre ses mêmes engagements sans percevoir d'indemnité.

Le prestataire devra donc évaluer sommairement la faisabilité économique des préconisations techniques réalisées dans le rapport-bilan.

Pour se faire, le plan d'action pourra cibler d'autres mesures du PAEC (mesures d'accompagnement notamment) ou d'autres outils complémentaires (diagnostic de conversion à l'agriculture biologique ou d'autonomie alimentaire par exemple).

Déroulement des diagnostics :

Au regard des contraintes de calendrier pour la mise en œuvre des diagnostics d'exploitations et des engagements contractuels des exploitants, le diagnostic d'exploitation se déroulera en 6 phases :

1. **Phase d'enquête sur l'exploitation.** Pour cela il faut que le diagnostiqueur prévoie entre ½ journée (3h) et 6 heures de terrain (en fonction de la taille de l'exploitation) pour recueillir les données et dialoguer avec l'exploitant. Un courrier précisant les pièces à préparer, accompagné d'un questionnaire préalable (concernant les informations générales et le volet économique) sera envoyé à l'agriculteur avant le diagnostic.
2. **Envoi d'un document de synthèse permettant l'engagement contractuel :** Après traitement des données recueillies pendant l'enquête de terrain, un premier rapport de synthèse comprendra :
 - **La liste des parcelles éligibles aux MAEC**
 - **Les principales solutions techniques permettant l'atteinte des objectifs des MAE C**
3. **Engagement des MAEC :** Une session collective d'engagement des MAEC sera organisée avec les services de la DDT avant le 15 mai. Lors de cette séance les exploitants sont assistés par le SIMA Coise et un technicien des DDT42/69 pour réaliser la partie administrative et contractuelle des engagements MAEC (sur la base du document de synthèse). *Cette phase ne fait pas partie de la prestation attendue.*

Les phases 1, 2 et 3 devront être réalisées avant le 15/05/2015.

4. **Envoi du rapport de diagnostic :** Après traitement des données recueillies pendant l'enquête de terrain, un premier rapport de diagnostic est mis en forme et envoyé à l'agriculteur et au maître d'ouvrage. Il contiendra l'état des lieux, les recommandations et les préconisations techniques relatives aux trois piliers de la durabilité.
5. **Une restitution** (1h à 1h30) est réalisée avec l'exploitant en présence du diagnostiqueur et du maître d'ouvrage.
6. **Elaboration du programme d'engagement.**
Le diagnostiqueur à l'issue de la première restitution consigne dans une seconde partie du premier rapport le programme d'engagement négocié avec l'exploitant, il comprendra les engagements contractuels et les objectifs dépassant le cadre des MAE C. **Ce rapport servira de base pour l'accompagnement individualisé de l'exploitant d'une part, et pour les réunions de synthèse collectives auprès des agriculteurs diagnostiqués d'autre part.**

Les phases 3, 4 et 5 devront être réalisées avant le 15 novembre 2015 ; afin de réaliser les réunions collectives pendant l'hiver 2015-2016.

ARTICLE 2 : Prix à fournir

- ✓ Prix unitaire HT et TTC du diagnostic complet.
- ✓ Prix unitaire HT et TTC de la phase **1, 2 et 4 du diagnostic** : Etat des lieux, recommandations, préconisations, rédaction du rapport de synthèse et du rapport complet.
- ✓ Prix unitaire HT et TTC de la phase **5 et 6** du diagnostic : Restitution à l'exploitant ; et élaboration du programme d'engagements.

ARTICLE 3 : Rendu final

L'ensemble des rapports de diagnostics seront transmis sous format informatique.

L'ensemble des données collectées seront consignées dans un système d'information géographique exploitable sous Map Info ou système équivalent convertible (Le prestataire privilégiera tant que faire se peut la compilation des données sous Excel (ou tout autre tableur convertible sous office)).

Au regard du cahier des charges, le candidat proposera une liste de cartes intégrées au rapport et qu'il s'engage à réaliser sous SIG.

Le titulaire transmettra sous format Excel au maître d'ouvrage l'ensemble des données collectées par exploitation (ou tout autre tableur convertible sous office).

ARTICLE 4 : Suivi de l'étude

Pendant la campagne de réalisation des diagnostics, le diagnostiqueur tiendra informé le SIMA Coise de l'avancée des dossiers aux différentes étapes-clés de la démarche :

- Prise de rendez-vous avec l'exploitant
- Diagnostic terrain
- Rédaction des différents rapports (Synthèse, Rapport, Programme d'engagement)
- Restitution à l'exploitant

Ce suivi s'appuiera sur la tenue d'un tableau de bord partagé entre le prestataire et le maître d'ouvrage.

Le SIMA Coise pourra être présent au côté du diagnostiqueur lors des visites d'exploitations.

ARTICLE 1 : Prestation attendue

Les exploitants du territoire ont pu réaliser plusieurs types de diagnostics : autonomie alimentaire, diagnostic MAET, PMBE etc.

Parmi les bénéficiaires de ces précédents diagnostics, certains d'entre eux seront éligibles à la mise en place de MAEC. Aussi afin de ne pas renouveler un diagnostic complet, un diagnostic d'exploitation allégé sera réalisé.

Contenu du diagnostic allégé :

Les attentes en terme de **méthodologie (IDEA, IFT, bilan apparent etc....)** et **d'objectifs** sont les mêmes que pour un diagnostic complet.

Le diagnostic allégé devra également prendre en compte :

- Les préconisations réalisées dans les diagnostics précédents, et leur mise en place ou non par l'exploitant
- Les évolutions de pratiques liées aux engagements MAE T du précédent programme, et les évolutions des bâtiments d'élevage suite au programme de mise aux normes.

Les diagnostics parcellaires et de pollutions ponctuelles ne seront pas de nouveau réalisés.

Pour une exploitation ayant déjà réalisée un diagnostic mais qui aurait connu une restructuration depuis : un diagnostic complet sera réalisé.

Déroulement des diagnostics :

Le déroulement est le même pour que les diagnostics complets. (Cf. page 13)

ARTICLE 2 : Prix à fournir

- ✓ Prix unitaire HT et TTC du diagnostic allégé.
- ✓ Prix unitaire HT et TTC de la phase **1, 2 et 4 du diagnostic** : Etat des lieux, recommandations, préconisations, rédaction du rapport de synthèse et du rapport complet.
- ✓ Prix unitaire HT et TTC de la phase **5 et 6 du diagnostic** : Restitution à l'exploitant ; et élaboration du programme d'engagements

ARTICLE 3 : Rendu final

L'ensemble des rapports et programmes d'engagements seront transmis sous format informatique.

L'ensemble des données collectées seront consignées dans un système d'information géographique exploitable sous Map info ou système équivalent convertible (Le prestataire privilégiera tant que faire se peut la compilation des données sous Excel (ou tout autre tableur convertible sous office)).

Le titulaire transmettra sous format Excel au maître d'ouvrage l'ensemble des données collectées par exploitation (ou tout autre tableur convertible sous office)).

ARTICLE 4 : Suivi de l'étude

En amont des visites, le SIMA Coise fournira au prestataire l'ensemble des diagnostics dont il dispose pour les exploitations concernées.

Pendant la campagne de réalisation des diagnostics, le diagnostiqueur tiendra informé le SIMA Coise de l'avancée des dossiers aux différentes étapes-clés de la démarche :

- Prise de rendez-vous avec l'exploitant
- Diagnostic terrain
- Rédaction des différents rapports (Synthèse, Rapport, Programme d'engagement)
- Restitution à l'exploitant

Ce suivi s'appuiera sur la tenue d'un tableau de bord partagé entre le prestataire et le maître d'ouvrage.

Le SIMA Coise pourra être présent au côté du diagnostiqueur lors des visites d'exploitations.

ARTICLE 1 : Prestation attendue

Afin de favoriser une démarche ascendante au PAEC Coise, des réunions techniques avec les agriculteurs diagnostiqués seront organisées afin de faire émerger les problématiques et les intérêts communs, d'identifier des solutions collectives, de partager les retours d'expériences, et d'impliquer les agriculteurs dans le programme d'actions du projet (essais, démonstrations, visites, évolutions de pratiques etc...).

Contenu de la prestation :

1. Réaliser un bilan des diagnostics réalisés : ce bilan devra faire ressortir les éléments clés des diagnostics réalisés (pratiques, risques mis en évidence, points forts, faibles etc.) et les principales préconisations ayant été proposées.
2. A partir de ce bilan, préparer un support succinct pour les réunions collectives qui aura pour but d'enclencher une discussion entre agriculteurs et de faire émerger des actions collectives.
3. Animation de la réunion auprès des agriculteurs

ARTICLE 2 : Prix à fournir

- ✈ Prix unitaire HT et TTC de l'ensemble de la prestation de restitution
- ✈ Prix unitaire HT et TTC de la partie 1 et 2 : réalisation du bilan et du support d'animation
- ✈ Prix unitaire HT et TTC pour l'animation d'une réunion

ARTICLE 3 : Rendu final

L'ensemble des extractions et des documents de bilan et d'animation seront transmis sous format informatique. L'ensemble des données collectées seront consignées dans un système d'information géographique exploitable sous Map info. (Le prestataire privilégiera tant que faire se peut la compilation des données sous Excel).

ARTICLE 4 : Suivi de l'étude

Des points intermédiaires seront réalisés avec le SIMA Coise durant la phase de bilan et de préparation de la réunion. La réunion sera préparée et réalisée en binôme avec le maître d'ouvrage.

TRANCHE CONDITIONNELLE : REALISATION D'UN BILAN TERRITORIAL

ARTICLE 1 : Prestation attendue

A l'issue du programme de diagnostics d'exploitations agricoles, le maître d'ouvrage se laisse la possibilité de faire réaliser un bilan territorial par le titulaire du marché.

Le prestataire proposera dans son offre une prestation pour réaliser un bilan territorial issu des campagnes de diagnostics et des programmes d'engagements et en détaillera la méthode de mise en œuvre et la forme du rendu.

ARTICLE 2 : Prix à fournir

- ✈ Prix unitaire HT et TTC de la prestation complète